

Rencontre. Regards croisés sur la France, le Québec, l'écriture et sa part de noirceur

Mélikah Abdelmoumen et Mathieu Bélisle

Numéro 177, printemps 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/92962ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lettres québécoises inc.

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Abdelmoumen, M. & Bélisle, M. (2020). Rencontre. Regards croisés sur la France, le Québec, l'écriture et sa part de noirceur. *Lettres québécoises*, (177), 76–78.

Regards croisés sur la France, le Québec, l'écriture et sa part de noirceur

Mélikah Abdelmoumen et Mathieu Bélisle

Dans le cadre d'une résidence d'écriture sur le thème de la censure, Mélikah Abdelmoumen a discuté en mai 2019 avec Mathieu Bélisle, essayiste, à la Librairie du Square – Outremont.

Mathieu Belisle : Mélikah, tu es de retour au Québec depuis 2017. Même si je suis terriblement en retard, j'ai envie de te souhaiter la (re)bienvenue. Dans ton dernier livre, *Douze ans en France*, tu racontes ton difficile enracinement au pays des droits de l'homme. On peut dire, hélas, que la greffe n'a pas pris... Tu écris t'être « sentie trop Québécoise pour les Français », comme tu te sens parfois, depuis ton retour ici, « trop Française pour les Québécois ». Comment expliques-tu cette difficulté ?

Mélikah Abdelmoumen : C'est compliqué. Ma vie là-bas n'a pas toujours été facile, et si j'ai malgré tout l'impression d'être devenue un peu Française, c'est à travers les liens que j'ai tissés, avec des gens natifs de là-bas évidemment, mais aussi avec d'autres expatriés, et notamment aux côtés de familles roms démunies. Mais certainement pas en raison de l'accueil réservé par l'État français aux étrangers.

M. B. : Ce qui est paradoxal, car les Roms de France sont eux-mêmes des déracinés...

M. A. : Oui, parce que quand ils veulent s'enraciner, on les en empêche.

M. B. : J'ai d'ailleurs appris dans ton livre que les Roms ne sont pas des nomades par choix, que ce n'est pas un trait culturel spécifique.

M. A. : En effet, la plupart de ceux que j'ai côtoyés au fil des années rêvaient de s'installer, d'envoyer leurs enfants à l'école, mais ils sont expulsés à répétition, en France mais aussi dans d'autres pays d'Europe. Et entre les expulsions, ils vivent tantôt dans la rue, tantôt dans des squats, ou encore dans des bidonvilles, où les conditions d'existence sont absolument révoltantes...

M. B. : Tu écris, dans un passage particulièrement émouvant, « qu'on ne sait pas ce qu'est vraiment la boue tant qu'on n'a pas fréquenté un bidonville un jour de pluie ».

M. A. : Oui. On n'a pas idée des conditions de vie terribles qui sont les leurs, et des politiques municipales et étatiques mises en place pour les maintenir dans ces conditions (interruption du ramassage des ordures, expulsions à la chaîne, etc.).

M. B. : Et puis, en 2017, après douze années en France où tu t'es mariée, as eu un fils, t'es liée d'amitié avec des Roms et des expatriés, tu rentres au Québec.

M. A. : Et je découvre que le Québec de 2017 n'est pas le même que celui que j'ai quitté en 2005.

M. B. : Tu es partie tout juste avant la crise des accommodements raisonnables de 2007-2008.

M. A. : J'ai suivi, de loin, l'actualité au Québec. Je me souviens avoir été fascinée par les carrés rouges en 2012, par l'élan extraordinaire de ce mouvement de contestation. J'ai aussi été troublée par le débat entourant la Charte des valeurs deux ans plus tard. Mais la crise des accommodements, c'est une histoire que je n'ai pas suivie avec la même attention. Je venais d'arriver en France, je me débattais avec mon propre rapport à mon nouveau pays, où l'on peut dire que les accommodements consentis aux étrangers et aux minorités sont... plus que rares !

M. B. : Au départ, l'histoire des accommodements se déroulait dans l'espace médiatique, où toutes sortes de cas de demandes et de revendications ont commencé à circuler : on exigeait apparemment des menus hallal et des lieux de prière dans les cabanes à sucre, on demandait le givrage des fenêtres du YMCA, des congés pour des fêtes religieuses, des espaces de culte dans des universités, etc. Il était difficile de démêler le vrai du faux. Il est venu un moment où plusieurs petits faits divers se sont cristallisés et ont donné l'impression à certains que la menace était imminente.

M. A. : Et c'est la commission Bouchard-Taylor qui a été chargée de répondre à cette inquiétude ?

M. B. : Oui, mais les conclusions du rapport n'ont jamais été adoptées. Surtout, un populiste a profité de cette cristallisation : Mario Dumont, qui est devenu le représentant des revendications identitaires d'une « majorité silencieuse », de « monsieur et madame Tout-le-Monde », des formules qu'il employait régulièrement. C'est triste à dire, mais au cours de la dernière décennie, c'est son camp qui a défini les grandes lignes du débat politique. Le Parti libéral n'a pas cessé de piger dans son programme et dans son bassin de candidats, le Parti québécois a opéré un virage identitaire qui a mené à la Charte des valeurs ; puis la CAQ a émergé des cendres de l'ADQ pour prendre le pouvoir et réaliser le rêve de Dumont de briser l'alternance PQ-PLQ, d'offrir une « troisième voie ». Ça a redéfini la carte politique. Ce n'est plus l'opposition souverainistes-

fédéralistes qui est opérante, mais une nouvelle ligne de fracture qui voit s'affronter des gens sur la question épineuse de la reconnaissance de certains droits individuels, en particulier ceux liés à la religion. Des partisans de la droite libérale économique opposés à l'intervention de l'État se retrouvent en compagnie de militants de gauche qui défendent l'inclusion ; de l'autre côté, des républicains laïques se retrouvent avec des nationalistes identitaires. C'est très étrange.

M. A. : Ce qui me désespère, c'est qu'en France, j'ai entendu les mêmes débats, j'ai vu les mêmes lignes de fracture. Je suis arrivée là-bas en 2005, au moment où Sarkozy faisait campagne et s'appropriait à prendre le pouvoir en misant sur la peur et en promettant de s'occuper de la « racaille » des banlieues, et j'ai vu la situation sociale et politique se dégrader, de ministre de l'Intérieur en ministre de l'Intérieur, j'ai assisté à la montée de Marine Le Pen et de l'extrême-droite, j'ai vécu les attentats, la menace terroriste, l'arrivée de Macron. Là-bas, j'ai appris à mes dépens que m'appeler « Abdelmoumen » n'était pas simple, qu'un tel nom pouvait fermer des portes, et je suis revenue pour découvrir qu'ici, on s'engageait sur la même voie. Mon père est d'origine tunisienne, ma mère est Saguenéenne. Je viens de La Baie, et pourtant, je suis étiquetée « autrice de la diversité ». Lorsque *Douze ans en France* est paru, mon éditeur a dû effacer de sa page Facebook plusieurs commentaires racistes à mon égard. On me demandait même de « retourner dans mon pays » ! En ce qui concerne la discrimination positive, quand les premiers projets de quotas sont apparus, il y a vingt ou trente ans, j'étais d'accord. Je me disais que c'était une mesure temporaire qui allait contribuer à rééquilibrer les choses, qu'un jour ce ne serait plus nécessaire. Ce n'est pas ce qui s'est passé. Aujourd'hui, j'ai l'impression que les gens dits « issus de la diversité » sont devenus l'équivalent d'une caution morale, et que les politiques mises en place n'aident pas forcément ceux qui en ont vraiment besoin – dont je ne fais pas partie.

M. B. : C'est vraiment étrange, parce que cette politique insiste davantage sur ce qui te distingue que sur ce qui te rapproche du Québec, sur ce qui fait de toi une Québécoise à part entière.

M. A. : J'ai le sentiment que ce genre de mesure m'exclut d'un « nous » dont je croyais faire partie. Quoi qu'il en soit, c'est à mon retour ici que j'ai découvert ton livre, *Bienvenue au pays de la vie ordinaire*, un recueil qui contient des essais que tu as écrits pendant toutes ces années où j'étais partie, et qui a vraiment trouvé écho en moi. Tu n'y abordes toutefois pas les débats autour de la laïcité. Enfin, pas directement.

M. B. : Non. Mais dans un chapitre, je parle de l'héritage de la religion catholique, et d'un phénomène assez saisissant dans le Québec actuel : la détestation viscérale de la religion. Même avec des étudiants qui n'ont rien connu du passé catholique, la chose me frappe : ils ne savent rien, sauf que c'est détestable. C'est une sorte de traumatisme collectif, « atavique », qui ressurgit avec la peur de l'intégrisme.

M. A. : C'est vrai qu'il y a des intégristes dans toutes les religions, mais il y a aussi, surtout, des gens comme toi et moi, et beaucoup de progressistes. Je pense par exemple à l'imam de Villeurbanne, près de Lyon, un type génial. Il organisait, avec mon amie Salima qui portait le foulard, des discussions sur l'islam et le féminisme, il parlait du divorce en islam. À l'époque des attentats, il avait décidé d'ouvrir la mosquée au public tous les dimanches, question de créer des ponts entre les communautés.

M. B. : En te lisant, on sent que les attentats ont généré une tension terrible. En comparaison de la France, le Québec est la terre de l'infinie tranquillité.

M. A. : C'est la principale différence avec l'expérience française – avec l'expérience européenne, à vrai dire. *Bienvenue au pays de la vie ordinaire* me rappelait à quel point tout ici, même les révolutions, est tranquille ; j'avais l'impression de trouver une nouvelle planète. L'Europe actuelle est un condensé de toutes les misères, de tous les affrontements, de toutes les violences qui secouent le monde : les migrants qui meurent en essayant d'entrer sur le continent, les relations entre citoyens marquées par l'agressivité, les rapports hiérarchiques qui mettent en évidence les luttes de pouvoir, la vie quotidienne envahie par la peur des attentats, avec des messages fréquents dans les haut-parleurs des gares et aéroports rappelant les consignes de sécurité, annonçant qu'un attentat a été déjoué, etc.

M. B. : Avec *Douze ans en France*, c'est la première fois que j'ai compris, de l'intérieur, ce que c'était que de vivre au quotidien avec la peur des attentats, ce que tu appelles « le festival de l'incertitude ». Tu parles de gens qui commencent à changer leurs habitudes, à revoir leur trajet dans la ville, à éviter les lieux qu'ils fréquentaient.

M. A. : C'est paradoxal : en même temps qu'elles ont généré de la peur, les attaques comme celle perpétrée contre les bureaux de *Charlie Hebdo* ont créé une blessure partagée, une expérience commune de l'horreur, et, après de tels événements, les gens semblaient soudain plus proches, plus sensibles les uns aux autres, comme s'ils découvraient qu'ils avaient besoin des autres, de pouvoir vivre ensemble.

M. B. : Ici, ironiquement, ce ne sont pas des soi-disant musulmans qui ont commis des violences contre des Québécois, mais un jeune Québécois qui s'en est pris à des musulmans, lors de l'attentat de la mosquée de Québec...

M. A. : Oui, et bien que les musulmans aient été les victimes, et non les bourreaux, bien des gens semblent avoir profité de cet attentat pour exprimer leur peur de l'islam, voire pour proférer des jugements racistes, exactement comme en France. Heureusement, cet épisode n'a pas suscité de tensions comparables à celles qu'on connaît là-bas.

M. B. : Cela tient peut-être au fait que le Québec n'a pas de passé colonial. Hormis les Autochtones, qu'ils n'ont pas bien traités, les Québécois n'ont jamais rien colonisé. Ils n'ont pas l'âme conquérante. Pierre Vadeboncoeur avait d'ailleurs cette formule aussi forte que désespérante : « Les Québécois forment le peuple le plus modeste de la Terre. »

M. A. : (*rires*) Ton livre part d'un sentiment de déception par rapport au Québec – un peu comme celui de Vadeboncoeur ?

M. B. : J'ai essayé d'éviter le piège du Québec *bashing*. Ceux qui n'ont pas lu le livre et s'en tiennent au titre peuvent penser que mon essai s'inscrit dans la pénible tradition québécoise de l'autoflagellation. Et pourtant, ce n'est pas ça. C'est vrai que je me montre critique envers la société québécoise, mais je ne m'exclus pas de la critique, sans compter que je reconnais aussi les beautés de la vie ordinaire. J'aime cette phrase d'Albert Cohen, qui disait à propos des romans de Proust : « Le génie,

c'est avoir l'œil méchant et le cœur plein d'amour.» En la lisant, j'ai tout de suite compris que c'est ce que je voulais faire : trouver l'équilibre entre l'ironie et la bienveillance. Je connais beaucoup d'intellectuels qui ont l'œil méchant mais le cœur sec et qui, à force de regarder le monde du haut de leur balcon métaphysique, en sont venus à ne plus se reconnaître rien de commun avec lui.

M. A. : Ceux avec qui tu ne te montres pas tendre, avec qui tu es même un peu méchant dans ton livre, ce sont les humoristes.

M. B. : Je n'ai rien contre l'humour à proprement parler, c'est une partie essentielle de notre humanité. Ce qui me trouble, c'est la position dominante des humoristes dans le champ culturel. Le rire a cette fonction presque religieuse au Québec de créer les conditions rituelles de la communauté : nous sommes passés du prions-ensemble au rions-ensemble. Or le rire ne sert pas seulement à rapprocher, il crée de la distance, il met en évidence des rapports de force, il crée une hiérarchie : celui qui rit se trouve en position de supériorité. Rire de quelqu'un, c'est jouir d'un pouvoir sur lui.

M. A. : Mais les humoristes trouvent le moyen de cacher ce pouvoir, entre autres par le recours à l'autodérision, qui est un moyen facile de dire : regardez, au fond, je suis exactement comme vous...

M. B. : Les spectacles d'humour sont des expériences extraordinaire-ment consensuelles.

M. A. : Nous sommes loin des sketches de Rock et Belles Oreilles sur la crème « anti-Palestine » ou le Quatrième Reich plaçant les Anglo-Québécois dans des camps de concentration, qui avaient fait scandale. De tels sketches seraient irrecevables aujourd'hui. N'est-ce pas le signe qu'il y a dans l'humour une forme d'autocensure ?

M. B. : Il s'agit d'un phénomène généralisé, qui touche l'humour, mais aussi la littérature, le théâtre, le cinéma. Plus personne ne veut assumer l'idée que créer, penser, c'est courir le risque de blesser, heurter quelqu'un. Je ne parle pas ici de ceux qui, comme les commentateurs populistes, veulent choquer à tout prix. Je parle du risque inhérent à la création, à la pensée. Nous vivons dans une société risque zéro. Ce qui m'a le plus choqué dans la controverse née du spectacle *SLAV*, de Robert Lepage, programmé au Festival de jazz de Montréal en 2018, ce n'est pas l'attitude des manifestants ni celle des créateurs de la pièce, c'est celle du festival, qui, de manière arbitraire et très mal motivée, a annulé les représentations, empêchant ainsi le public de former son propre jugement. Alors que le débat faisait rage entre les opposants et les défenseurs du spectacle, personne n'a cru bon d'interpeller les dirigeants du festival. Ils n'ont même pas eu à défendre leur décision ! Or, dans notre société, la censure économique est sans doute la plus importante, et elle est d'autant plus redoutable que personne ne la remarque.

M. A. : Lors d'une table ronde à laquelle j'assistais récemment, la romancière Catherine Mavrikakis se demandait si les artistes ne devaient pas assumer la possibilité de choquer et en accepter les conséquences. Elle se demandait quel intérêt il y avait à pratiquer un art, le roman par exemple, dont la fonction serait avant tout pédagogique, un art qui serve à enseigner, à donner le « bon exemple ». Bien sûr, disait-elle, j'espère que mes livres contribuent au mieux-être de la société, mais est-ce là le but premier que je dois poursuivre ?

M. B. : Il y a une grande difficulté, actuellement, à assumer la part de noirceur de l'art. J'aime la formule qu'Emmanuel Carrère emploie à la fin de *L'adversaire* : « J'ai pensé qu'écrire ce livre pouvait être un crime ou une prière. » Écrire n'importe quelle œuvre, c'est se placer du côté du crime – Sophocle écrivant *Œdipe-roi*, Céline écrivant *Voyage au bout de la nuit*, Nelly Arcan écrivant *Putain*, tous ces auteurs explorent la noirceur de l'âme humaine. Mais c'est aussi, j'en suis sûr, nourrir l'espoir que la vie soit autre que celle qu'ils décrivent. Les grandes œuvres sont une prière adressée au pouvoir de la fiction.

M. A. : On peut penser notamment à *In Cold Blood* de Truman Capote, à *American Psycho* de Brett Easton Ellis...

M. B. : Dans ton livre, tu m'as aussi fait découvrir James Baldwin, dont les ancêtres avaient connu l'esclavage. J'ai été frappé par son amitié profonde avec William Styron, lui-même descendant d'une famille de propriétaires esclavagistes.

M. A. : Cette amitié est une grande leçon d'humanité. Et il faut savoir que Baldwin a encouragé Styron à écrire sur l'expérience de l'esclavage, à se mettre dans la peau de l'esclave pour comprendre ce qu'une telle condition pouvait signifier. Ça a donné *Les confessions de Nat Turner*, récit à la première personne d'un esclave révolté qui a vécu au XIX^e siècle.

M. B. : En matière d'appropriation culturelle, c'est un vrai cas d'école.

M. A. : Oui, Styron a beaucoup souffert des critiques qui lui ont été adressées, même si elles étaient mêlées d'éloges, critiques qui l'accusaient de s'être emparé d'une histoire qui n'était pas la sienne. Pourtant, c'est son ami James Baldwin qui l'y avait encouragé.

M. B. : Il y a une phrase de Baldwin que tu cites dans ton livre et qui m'a beaucoup impressionné : « On peut passer toute sa vie à croire qu'on vit la pire souffrance de toute l'humanité, jusqu'à ce qu'on ouvre un livre. » J'y vois un rappel que la littérature offre à ceux qui souffrent une consolation.

M. A. : C'est vrai. En anglais, la formule de Baldwin est encore plus percutante : « *You think your pain and your heartbreak are unprecedented in the history of the world, but then you read.* »

M. B. : Je trouve que ton livre, où tu montres ta souffrance et découvres celle des Roms à qui tu t'attaches, est une illustration éloquent d'une telle idée. Pour que la littérature continue d'offrir cette consolation, il faut qu'elle ait le droit de tout raconter, de tout montrer.

M. A. : Ou que, comme dans le tien, où tu montres les limites d'un excès de tranquillité et d'attachement à l'ordinaire, elle ne craint jamais de s'entêter, méthodiquement et presque amoureuxment, à nous secouer !

Cette résidence à la Librairie du Square – Outremont a été financée par l'Association des libraires du Québec et le Conseil des arts de la ville de Montréal.

Mélikah Abdelmoumen est née en 1972. Elle est autrice et éditrice. Son plus récent ouvrage, un essai autobiographique intitulé *Douze ans en France*, paraissait en 2018 à VLB éditeur.

Mathieu Bélisle est né en 1976. Il est l'auteur de *Bienvenue au pays de la vie ordinaire*, un essai paru à Leméac en 2017.